

29/12/2016

<http://mclams.free.fr>

## Trois non-dits qui dévoilent le vrai visage du néolibéralisme

Un peu à contre courant par rapport aux autres pays, la pensée néolibérale semble reprendre de la vigueur en France. Or cette idéologie, qui proclame de belles valeurs issues du libéralisme politique, dissimule en réalité plusieurs non-dits qui permettent de dévoiler son vrai visage anti-humaniste.

Le premier non-dit consiste à assimiler les mécanismes de délocalisation des entreprises à un processus de « *destruction créatrice* » tel qu'expliqué par l'économiste autrichien Joseph Schumpeter. Ce processus permet de décrire comment des innovations technologiques finissent par rendre obsolète certains secteurs de l'économie. Ainsi, l'arrivée des ordinateurs a stoppé la production de machine à écrire ou encore l'automobile a mis fin à l'utilisation du cheval. Schumpeter nous explique qu'il ne faut pas s'alarmer, car, à moyen terme, les emplois détruits dans les anciens secteurs sont recréés dans les nouveaux secteurs, d'où le terme de « *destruction créatrice* ».

Or, dans le cadre de la mondialisation le processus est bien différent. Si on ne fabrique plus d'acier, de vêtements ou encore de panneaux solaires en France, ce n'est pas parce que l'industrie a trouvé un substitut à l'acier, que les citoyens n'ont plus besoin de vêtements ou que les panneaux solaires sont jugés sans intérêt. Les fermetures d'usines ne sont pas liées à des innovations technologiques, mais à un mécanisme de dumping social, fiscal ou environnemental, qui n'a donc aucun rapport avec un processus de destruction créatrice. Ainsi, dire qu'il ne faut pas s'inquiéter des délocalisations car les emplois perdus seront mécaniquement retrouvés est faux. Ce ne sont pas les quelques grossistes importateurs qui compenseront, en nombre et en savoir faire, les suppressions d'emplois réalisées dans l'industrie. Pour retrouver de nouveaux emplois il faudra s'aligner à son tour, au niveau fiscal, social ou environnemental. Et c'est ainsi que la mondialisation s'est transformée en une gigantesque machine à déflation salariale. Il faut noter que les gagnants de la mondialisation, c'est à dire ceux qui sont suffisamment protégés pour ne pas être en concurrence avec les travailleurs des autres pays, bénéficient d'un meilleur pouvoir d'achat grâce aux délocalisations, les produits importés étant moins chers. Ces élites ont donc tendance à présenter ces délocalisations comme un « *processus bénéfique* » pour le pays. C'est bien sûr une vue à court terme, car, à long terme, les peuples finissent par se tourner vers les partis nationalistes pour sortir de la mondialisation.

Or, est-ce un effort sur-humain de demander que les salariés des pays en développement puissent exercer leur travail dans des conditions descentes ? Que les entreprises qui délocalisent ne doivent pas plus polluer que dans les pays importateurs ? Que l'optimisation fiscale dans les paradis fiscaux équivaut à du vol ? Il est très probable que l'Histoire jugera très sévèrement cette période, où des travailleurs asiatiques sans protection, baignant dans un air extrêmement pollué par les usines, fabriquent des biens pour les occidentaux.

Le deuxième non-dit consiste à relier la bonne santé des entreprises au progrès économique. Avec cette vision, pour bénéficier encore de croissance, il faut tout mettre en œuvre pour favoriser les entreprises. Or, en économie, le progrès dépend directement des gains de productivité. Ces gains peuvent être liés à une innovation technologique, à une innovation organisationnelle ou encore à la découverte de nouvelles matières premières (en particulier de sources d'énergie). Mais si une entreprise augmente ses marges parce qu'elle paye moins ses salariés, il n'y a pas de création de richesse, mais transfert de richesse. Ce n'est donc pas un progrès économique, il n'y a pas de gain de productivité. On obtient le même phénomène si les salariés travaillent plus pour le même salaire.

Il est donc possible d'avoir des entreprises qui se portent très bien sans aucun progrès économique, juste en transférant une partie de la richesse qui revenait aux salariés vers l'entreprise. Le progrès économique n'est donc pas forcément corrélé avec la bonne santé des entreprises, contrairement à ce que voudrait nous faire croire la pensée dominante. Ceci explique le découplage entre le ressenti de nombreux salariés qui perçoivent bien la régression économique alors que les chiffres macroscopiques restent au vert. De plus ce deuxième non-dit soulève une question véritablement taboue, qui remet en cause les fondations du système : « *Est-ce la fin de la croissance ?* ».

Enfin, le troisième non-dit concerne la jungle du marché du travail, que l'on pourrait résumer ainsi : « *entretenez-vous et que les meilleurs gagnent* ». Ainsi, en fonction de ses capacités, il sera facile, difficile, ou impossible de trouver sa place. Or, ce fonctionnement, extrêmement violent, n'est pas naturel pour l'Homme. On ne le trouve pas dans le cercle familial ou dans les communautés restreintes. Certes, les Humains sont dotés de capacités différentes, mais ces différences ne doivent pas conditionner la possibilité d'inclusion ou d'exclusion dans le monde du travail. D'ailleurs on remarque que pour les handicapés le système néolibéral ne s'applique pas, la loi obligeant les entreprises à réserver des emplois. Or, entre un handicapé et un génie, on a une multitude de citoyens avec des capacités différentes. Ainsi, pourquoi ne pas réserver des emplois pour tout le monde plutôt que d'utiliser un système qui génère de l'exclusion ? Cette proposition peut paraître extrêmement hérétique, mais n'est ce pas le signe de l'efficacité de la propagande néolibérale dans laquelle nous baignons depuis des décennies ? Si on réserve 6 % des emplois pour les handicapés pourquoi il ne serait pas possible d'en réserver 7 % pour les chômeurs ? Un tel système serait bien plus humain et nous permettrait de sortir d'un fonctionnement extrêmement injuste, violent et primitif.

Le système néolibérale, qui se défend de faire le bien via « *la mondialisation heureuse* », est en fait un processus violent qui entérine la fin du progrès et qui essaye de maintenir à flot des élites en enfonçant le reste de la population. La ressemblance avec le système stalinien, qui prétendait aussi émanciper les citoyens pour un monde meilleur, est d'ailleurs assez troublante. Il est donc tant d'en finir avec cette idéologie, de remettre l'économie au service de l'Homme et de retrouver le sens du progrès en construisant un renouveau humaniste et démocratique. Dans le cas contraire, il est probable qu'une vague nationaliste ou religieuse submergera la planète sur les ruines du système actuel.